Biden signe un décret sur les Américains retenus en otage ou détenus à tort à l'étranger.

<https://news.yahoo.com/>

19 JUILLET 2022

ACTIONS PRESIDENTIELLES

Le président Joe Biden a signé mardi un décret qui codifie une loi de 2020 concernant les Américains retenus en otage ou détenus à tort à l'étranger. S'inspirant de l'otage Robert Levinson 2020 ...

Par l'autorité qui m'est conférée en tant que président par la Constitution et les lois des États-Unis d'Amérique, y compris le Robert Levinson Hostage Recovery and Hostage-taking Accountability Act (22 U.S.C. 1741 et suivants) (Levinson Act), l'International Emergency Economic Powers Act (50 U.S.C. 1701 et seq.) (IEEPA), the National Emergencies Act (50 U.S.C. 1601 et seq.) (NEA), section 212(f) of the Immigration and Nationality Act of 1952 (8 U.S.C. 1182(f)), et l'article 301 du titre 3, United States Code,

Moi, Joseph R. Biden JR., Président des États-Unis d'Amérique, considère que la prise d'otages et la détention injustifiée de ressortissants américains sont des actes odieux qui portent atteinte à l'état de droit. Les organisations terroristes, les groupes criminels et d'autres acteurs malveillants qui prennent des otages à des fins financières, politiques ou autres - ainsi que les États étrangers qui se livrent à la pratique de la détention injustifiée, y compris pour un effet de levier politique ou pour obtenir des concessions des États-Unis - menacent l'intégrité du système politique international et la sécurité des ressortissants des États-Unis et d'autres personnes à l'étranger.

Je conclus donc que la prise d'otages et la détention injustifiée de ressortissants américains à l'étranger constituent une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des États-Unis. Je déclare par la présente une urgence nationale pour faire face à cette menace.

Le Gouvernement des États-Unis doit redoubler d'efforts chez lui et avec ses partenaires à l'étranger pour dissuader ces pratiques et obtenir la libération des personnes retenues en otage ou détenues à tort. Les processus établis en vertu du décret exécutif 13698 du 24 juin 2015 (**activités de récupération des otages**) et de la directive présidentielle 30 du 24 juin 2015 (**ressortissants américains pris en otage à l'étranger et efforts de récupération du personnel**) (PPD-30) ont facilité une étroite coordination interinstitutions des efforts visant à assurer la libération en toute sécurité des ressortissants américains pris en otage à l'étranger, y compris l'engagement avec les familles des otages et le soutien de l'engagement diplomatique avec les partenaires à l'étranger. Cette ordonnance renforce les rôles, les responsabilités et les engagements contenus dans ces directives et vise à garantir que, comme pour les activités de récupération d'otages, la coordination interinstitutions, l'engagement des familles et les outils diplomatiques sont inscrits dans les efforts du gouvernement des États-Unis pour garantir la libération et le retour en toute sécurité des Ressortissants américains détenus à tort par des acteurs étatiques étrangers. Cette ordonnance renforce également les outils de dissuasion et d'imposition de conséquences tangibles aux responsables ou complices de la prise d'otages ou de la détention injustifiée d'un ressortissant américain à l'étranger.

En conséquence, j'ordonne :

Section 1. Le décret exécutif 13698 et le PPD-30 continueront de s'appliquer aux activités de récupération d'otages aux États-Unis. Rien dans le présent arrêté ne modifiera les responsabilités de la cellule de fusion pour la récupération des otages (HRFC), du groupe de réponse aux otages (HRG) ou de l'envoyé spécial du président pour les affaires d'otages (SPEHA), établi par le décret 13698, en ce qui concerne les activités de récupération des otages. en vertu du décret exécutif 13698 ou PPD-30. Cette ordonnance ne modifiera pas non plus le champ d'application de la PPD-30, qui s'applique à la fois aux prises d'otages présumées et confirmées dans lesquelles un ressortissant américain est enlevé ou détenu en dehors des États-Unis, ainsi qu'aux autres prises d'otages se produisant à l'étranger dans lesquelles les États-Unis ont un intérêt national, mais ne s'applique pas si un gouvernement étranger confirme qu'il a détenu un ressortissant américain.

Section 2. (a) Le HRG doit, en coordination avec les directions régionales du Conseil de sécurité nationale, le cas échéant, se réunir régulièrement et selon les besoins à la demande du Conseil de sécurité nationale pour travailler à assurer la libération en toute sécurité des ressortissants américains retenus en otage, ou détenus à tort à l'étranger.

(b) Le HRG, en soutien au Comité des députés du Conseil de sécurité nationale et conformément au processus décrit dans le mémorandum sur la sécurité nationale 2 du 4 février 2021 (Renouvellement du système du Conseil de sécurité nationale), ou tout mémorandum successeur, doit :

(i) Identifier et recommander des options et des stratégies au président par l'intermédiaire de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale pour assurer la récupération des otages ou le retour des ressortissants américains détenus à tort ;

(ii) Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, stratégies et procédures pour la récupération d'otages ou le retour de ressortissants américains détenus à tort ;

(iii) Coordonner et déconfronter les orientations politiques, les stratégies et les activités susceptibles d'affecter le rétablissement ou le bien-être des ressortissants américains retenus en otage ou le retour ou le bien-être des ressortissants américains détenus à tort à l'étranger, y compris l'examen des options de rétablissement ou de retour proposées ;

(iv) Recevoir des mises à jour régulières du HRFC, du Bureau du SPEHA et d'autres départements et agences exécutifs (agences), selon ce que le HRG juge approprié, sur le statut des ressortissants américains retenus en otage ou détenus à tort à l'étranger et sur les mesures prises effectuer des libérations en toute sécurité ;

(v) Recevoir des mises à jour régulières du Département d'État sur toutes les nouvelles décisions de détention injustifiées ; et

(vi) Lorsque des orientations de niveau supérieur sont nécessaires, faire des recommandations au Comité des députés du Conseil national de sécurité.

Section 3. (a) Le SPEHA fera régulièrement rapport au Secrétaire d'État et selon les besoins pour faire avancer les efforts visant à assurer la libération en toute sécurité des ressortissants américains détenus à tort à l'étranger.

(b) La SPEHA doit, selon qu'il convient et conformément à la loi applicable :

(i) Coordonner les engagements diplomatiques et la stratégie concernant les cas d'otages et de détention injustifiée, en coordination avec le HRFC et les agences compétentes, le cas échéant et conformément aux orientations politiques communiquées par l'intermédiaire du HRG ;

(ii) Partager des informations, y compris des informations acquises lors d'interactions et d'engagements consulaires, concernant des cas de détention injustifiée avec les agences concernées afin de faciliter une coordination inter-agences étroite ;

(iii) Tirer parti de l'expérience et de l'expertise du HRFC pour soutenir les efforts de retour des ressortissants américains détenus à tort, notamment en apportant un soutien et une assistance aux familles des personnes détenues à tort ;

(iv) Développer et mettre à jour régulièrement, en coordination avec les agences compétentes, des stratégies pour les cas de détention injustifiée pour examen par le HRG ;

(v) Veiller, en coordination avec le Bureau du directeur du renseignement national, à ce que les agences compétentes aient accès aux informations nécessaires, y compris les informations de renseignement, sur les cas de détention injustifiée pour éclairer les stratégies et les options ; et

(vi) Partager, en coordination avec le Bureau du directeur du renseignement national, des informations pertinentes, y compris des informations de renseignement, sur l'évolution des affaires de détention injustifiée avec les familles des ressortissants américains détenus à

tort, en temps opportun, selon qu'il convient et conformément à la protection des sources et des méthodes.

(c) Pour s'assurer que le gouvernement des États-Unis apporte une réponse coordonnée, efficace et solidaire aux détentions injustifiées, le secrétaire d'État doit identifier les ressources adéquates pour permettre à la SPEHA de :

(i) Veiller à ce que toutes les interactions des responsables de l'exécutif avec la famille d'un ressortissant des États-Unis détenu à tort se produisent de manière coordonnée et que la famille reçoive des informations cohérentes et exactes du gouvernement des États-Unis, le cas échéant et conformément à la loi applicable ;

(ii) Fournir un soutien et une assistance aux ressortissants américains détenus à tort et à leurs familles tout au long de leur détention, y compris en coordination avec le HRFC, le cas échéant et conformément à la loi applicable ; et

(iii) Fournir un soutien et une assistance aux ressortissants des États-Unis à leur retour aux États-Unis après une détention injustifiée, y compris par le biais d'une coordination avec le HRFC et le ministère de la Santé et des Services sociaux, le cas échéant et conformément à la loi applicable.

Section 4. Le SPEHA, en coordination avec le HRG, le HRFC et les agences compétentes, le cas échéant, identifie et recommande des options et des stratégies au président par l'intermédiaire de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale afin de réduire la probabilité que des ressortissants des États-Unis soient pris en otage ou détenu à tort à l'étranger.

Les options doivent chercher à contrer et à dissuader les prises d'otages et les détentions injustifiées par des organisations terroristes, des gouvernements étrangers et d'autres acteurs en imposant des coûts à ceux qui participent, soutiennent ou facilitent une telle conduite. Les stratégies doivent chercher à dissuader toute tentative de prise d'otages ou de détention injustifiée de ressortissants américains à l'étranger par le biais d'une coopération avec des gouvernements et organisations étrangers partageant les mêmes idées.

Section 5. Le secrétaire d'État désignera ou identifiera publiquement ou en privé les représentants de gouvernements étrangers qui sont impliqués, directement ou indirectement, dans des détentions injustifiées, selon qu'il conviendra et conformément à la loi applicable, y compris l'article 7031(c) du Département d'État, Affaires étrangères. Loi de 2022 sur les crédits de fonctionnement et les programmes connexes (division K de la loi publique 117-103).

Section 6. (a) Tous les biens et intérêts dans les biens des personnes suivantes qui se trouvent aux États-Unis, qui viendront ci-après aux États-Unis, ou qui sont ou seront désormais en possession ou sous le contrôle de toute personne des États-Unis, sont bloqués et ne peuvent être transférés, payés, exportés, retirés ou autrement négociés dans :

(i) Toute personne étrangère déterminée par le secrétaire d'État, en consultation avec le secrétaire au Trésor et le procureur général :

(A) Être responsable ou complice de, s'être engagé directement ou indirectement dans, ou être responsable d'avoir ordonné, contrôlé ou autrement dirigé, la prise d'otage d'un ressortissant des États-Unis ou la détention injustifiée d'un ressortissant des États-Unis à l'étranger;

(B) Avoir tenté de se livrer à toute activité décrite dans la sous-section (a)(i)(A) de la présente section ; ou

(C) Etre ou avoir été un dirigeant ou un responsable d'une entité qui s'est engagée ou dont les membres se sont engagés dans l'une des activités décrites aux sous-sections (a)(i)(A) ou (a)(i) (B) de cette section relative au mandat du dirigeant ou de l'officiel ;

(ii) Toute personne étrangère déterminée par le secrétaire au Trésor, en consultation avec le secrétaire d'État et le procureur général :

(A) Avoir matériellement aidé, parrainé ou fourni un soutien financier, matériel ou technologique, ou des biens ou des services à ou à l'appui de :

(1) Toute activité décrite à la sous-section (a)(i)(A) du présent article ; ou

(2) Toute personne dont la propriété et les intérêts dans la propriété sont bloqués en vertu de la présente ordonnance ;

(B) Etre détenu, contrôlé ou dirigé par, ou avoir agi ou prétendu agir pour ou au nom de, directement ou indirectement, toute personne dont la propriété et les intérêts dans la propriété sont bloqués conformément à la présente ordonnance ; ou

(C) Avoir tenté de se livrer à toute activité décrite dans la sous-section (a)(ii)(A) de cette section.

(b) Les interdictions du paragraphe (a) du présent article s'appliquent sauf dans la mesure prévue par les lois, ou dans les règlements, ordonnances, directives ou licences qui peuvent être émises en vertu de la présente ordonnance, et nonobstant tout contrat conclu ou toute licence ou permis accordé avant la date de la présente ordonnance.

Section 7. (a) L'entrée sans restriction d'immigrants et de non-immigrants aux États-Unis de non-ressortissants déterminés à répondre à un ou plusieurs des critères énoncés à l'article 6 (a) de la présente ordonnance serait préjudiciable aux intérêts des États-Unis, et le l'entrée de ces personnes aux États-Unis, en tant qu'immigrants ou non-immigrants, est suspendue, sauf lorsque le secrétaire d'État ou le secrétaire à la sécurité intérieure, selon le cas, détermine que l'entrée de la personne ne serait pas contraire aux intérêts des États-Unis , y compris lorsque le secrétaire d'État ou le secrétaire à la Sécurité intérieure, selon le cas, détermine ainsi, sur la base d'une recommandation du procureur général, que l'entrée de la personne favoriserait d'importants objectifs d'application de la loi aux États-Unis.

(b) Le secrétaire d'État met en œuvre cette autorité telle qu'elle s'applique aux visas conformément aux procédures que le secrétaire d'État, en consultation avec le secrétaire à la Sécurité intérieure, peut établir.

(c) Le secrétaire à la Sécurité intérieure mettra en œuvre le présent arrêté dans la mesure où il s'applique à l'entrée de non-ressortissants conformément aux procédures que le secrétaire à la Sécurité intérieure, en consultation avec le secrétaire d'État, pourra établir.

(d) Ces personnes seront traitées par le présent article de la même manière que les personnes visées par l'article 1 de la Proclamation 8693 du 24 juillet 2011 (Suspension de

l'entrée d'étrangers soumis aux interdictions de voyager du Conseil de sécurité des Nations Unies et aux sanctions de la Loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationale).

Section 8. Je déclare par la présente que le fait de faire des dons des types d'articles spécifiés à l'article 203(b)(2) de l'IEEPA (50 U.S.C. 1702(b)(2)) par, à ou au profit de toute personne dont la propriété et les intérêts dans la propriété sont bloqués en vertu de cette ordonnance compromettrait gravement ma capacité à faire face à l'urgence nationale déclarée dans cette ordonnance, et j'interdis par la présente de tels dons comme prévu à l'article 6 de cette ordonnance.

Section 9. (a) Toute transaction qui élude ou évite, a pour but d'éluder ou d'éviter, entraîne une violation ou tente de violer l'une des interdictions énoncées dans la présente ordonnance est interdite.

(b) Tout complot formé pour violer l'une des interdictions énoncées dans la présente ordonnance est interdit.

Section 10. Pour les personnes dont la propriété et les intérêts dans la propriété sont bloqués en vertu de cette ordonnance qui pourraient avoir une présence constitutionnelle aux États-Unis, je conclus qu'en raison de la capacité de transférer des fonds ou d'autres actifs instantanément, la notification préalable à ces personnes des mesures à prendre en application de cette ordonnance rendrait ces mesures inopérantes. Je détermine donc que pour que ces mesures soient efficaces pour faire face à l'urgence nationale déclarée dans la présente ordonnance, il n'est pas nécessaire qu'il y ait un avis préalable d'une liste ou d'une décision prise en vertu de l'article 6 de la présente ordonnance.

Section 11. Le secrétaire au Trésor, en consultation avec le secrétaire d'État, est autorisé à prendre de telles mesures, y compris la promulgation de règles et de règlements, et à utiliser

tous les pouvoirs accordés au président par l'IEEPA qui peuvent être nécessaires pour mener à bien les fins de cette ordonnance. Le Secrétaire au Trésor peut, conformément à la loi applicable, redéléguer n'importe laquelle de ces fonctions au sein du Département du Trésor. Tous les organismes du gouvernement des États-Unis prendront toutes les mesures appropriées dans le cadre de leur autorité pour exécuter les dispositions de la présente ordonnance.

Section 12. Rien dans la présente ordonnance n'interdit les transactions pour la conduite des affaires officielles du gouvernement des États-Unis par des employés, des bénéficiaires ou des sous-traitants de celui-ci.

Section 13. Le secrétaire au Trésor, en consultation avec le secrétaire d'État, est par la présente autorisé à soumettre des rapports récurrents et finaux au Congrès sur l'urgence nationale déclarée dans le présent décret, conformément à l'article 401 (c) de la NEA (50 U.S.C. 1642(c)) et section 204(c) de l'IEEPA (50 U.S.C. 1703(c)).

Section 14. Aux fins de la présente ordonnance :

(a) le terme « **entité** » désigne un partenariat, une association, une fiducie, une coentreprise, une société, un groupe, un sous-groupe ou une autre organisation ;

(b) Le terme « **personne étrangère** » désigne tout citoyen ou ressortissant d'un État étranger (y compris tout individu qui est également citoyen ou ressortissant des États-Unis, à condition que cet individu ne réside pas aux États-Unis) ou toute entité non organisée uniquement en vertu des lois des États-Unis ou existant uniquement aux États-Unis ;

(c) Le terme « **prise d'otages** » a le même sens que celui prévu dans la PPD-30, qui est l'enlèvement ou la détention illégale d'une personne ou de personnes contre leur volonté afin de contraindre une tierce personne ou une organisation gouvernementale à faire ou à s'abstenir de tout acte conditionnant la libération de la personne détenue ;

(d) Le terme « **non-citoyen** » désigne toute personne qui n'est pas un citoyen ou un ressortissant non-citoyen des États-Unis ;

(e) Le terme « **personne** » désigne un individu ou une entité ;

(f) Le terme « **ressortissant des États-Unis** » désigne :

(i) Un « ressortissant des États-Unis » tel que défini dans 8 U.S.C. 1101(a)(22) ou 8 U.S.C. 1408 ; ou

(ii) **Un résident permanent légal** ayant des liens importants avec les États-Unis ;

(g) Le terme « **ressortissant des États-Unis** » désigne tout citoyen des États-Unis, résident permanent légal, entité constituée en vertu des lois des États-Unis ou de toute juridiction aux États-Unis (y compris les succursales étrangères), ou toute personne aux États-Unis ; et

(h) Le terme "**détention injustifiée**" désigne une détention que le Secrétaire d'État a jugée abusive conformément à l'article 302(a) de la loi Levinson.

Section 15. (a) Aucune disposition de la présente ordonnance ne doit être interprétée comme compromettant ou autrement affectant :

(i) L'autorité accordée par la loi à un département ou à un organisme exécutif, ou à son chef ;
ou

(ii) Les fonctions du Directeur du Bureau de la Gestion et du Budget relatives aux propositions budgétaires, administratives ou législatives.

(b) La présente ordonnance sera exécutée conformément à la loi applicable et sous réserve de la disponibilité des crédits.

(c) Cette ordonnance n'est pas destinée à créer et ne crée aucun droit ou avantage, substantiel ou procédural, exécutoire en droit ou en équité par toute partie contre les États-Unis, ses départements, agences ou entités, ses dirigeants, employés , ou agents, ou toute autre personne.

JOSEPH R. BIDEN JR.

LA MAISON BLANCHE,

19 juillet 2022.